



Fédération Syndicale Unitaire

CORREZE

Monsieur le Directeur Académique,

Lors du dernier CHSCT concernant la Covid-19, vous nous avez dit que pour vous, le point important était de rassurer les personnels. Vous avez exposé le fait que les angoisses étaient de plus en plus présentes, qu'il fallait absolument que les collègues aient un sentiment de transparence quant aux informations données par l'administration et que les membres du CHSCT devaient en être le relais pour de la profession.

Nous vous rejoignons entièrement sur ce point.

Nos collègues vont mal, ils viennent pour certains au travail en situation d'angoisse, en témoignent les fiches SST reçues des personnels de l'école de Donzenac.

Nos collègues, leurs proches, les parents d'élèves, les élèves ont tous besoin d'être rassurés.

Le 17 mars 2021, soit le lendemain de la tenue de ce CHSCT, paraissaient deux articles dans La Montagne. L'un concernant la fermeture d'une école maternelle à Egletons suite au dépistage (qui avait lieu le jour du CHSCT) qui a mis en évidence 11 cas positifs, l'autre concernant la situation de Donzenac. Dans cet article, on apprenait que les 12 cas positifs mis en évidence lors du dépistage du 9 mars n'avaient été comptabilisés par l'ARS que le 17 mars. Ces cas ne sont donc pas apparus dans les chiffres présentés au CHSCT.

Même constat pour ce qui est des chiffres concernant le lycée Edmond Perrier où la situation se révèle particulièrement préoccupante. Vos services mentionnent 32 cas positifs depuis les dernières vacances scolaires, nous en sommes en réalité à 60 à la date du 26 mars. Cette distorsion traduit une méconnaissance de la situation réelle des établissements, mais peut aussi retarder la mise en place de mesures réellement protectrices des élèves, des personnels et par ricochet de leur famille.

Nous perdons ainsi toute crédibilité dans les informations que nous transmettons à nos collègues et l'objectif de les rassurer ne sera pas atteint, loin de là. Qui peut-on rassurer en mentant, même par omission ?

D'ailleurs, peut-on encore rassurer les collègues ? La succession d'annonces souvent contradictoires, faites à la dernière minute, prises sans concertation des personnels qui vivent la réalité du terrain n'en finissent plus de semer le doute dans les esprits. Comment s'y retrouver dans une telle cacophonie ?

Le Ministre lui-même semble se perdre dans ses déclarations. Le 5 juin 2020, il déclarait : « Si le virus est toujours là à la rentrée, il y aura toujours la règle de groupes restreints. Ce qui est favorable, d'ailleurs, pédagogiquement ». Le virus était toujours là mais plus les groupes restreints...

Dans une interview avec Jean-Jacques Bourdin, le ministre et l'interviewer ont confondu taux de positivité et taux d'incidence. Ceci a été rétabli par la suite mais l'image reste, ainsi que la phrase « Bien sûr que le virus circule à l'école ».

Enfin, à propos du risque d'être contaminé par son enfant, le Ministre a récemment indiqué qu'« assumer ce risque quand on est parent me paraît peu de chose » (par rapport à la déscolarisation). Certes, mais le 26 mars, nous avons appris par un article de France Bleu que 20 parents d'élèves d'un Lycée de Drancy sont décédés de la Covid et que l'établissement était toujours ouvert. Se pose aussi la question de la contamination des enseignants, assumer ce risque est-il peu de choses ?

Concrètement, une communication comme celle-ci ne peut apaiser les angoisses de nos collègues, alors qu'ils voient se multiplier les cas positifs autour d'eux.

Nous devons nous attendre à recevoir d'autres fiches SST, à voir nos collègues de plus en plus épuisés, voire craquer, fatigués qu'ils sont de gérer sur le terrain des mois d'improvisation ministérielle. Vous en êtes témoin, nous alertons dans cette instance et dans d'autres sur la gravité de la situation depuis un an, faisons des propositions pour garder les écoles ouvertes. La 3^e vague est là, la situation est critique dans nombre d'établissements, mais le Ministre s'enferme dans sa stratégie irresponsable, faisant une nouvelle fois peu de cas de ses personnels.